

PENSER CE QUI A LIEU



CONSIDÉRANT la construction d'un regard sur ce qui a lieu à Calais, la formation de celui-ci par les actes de documentation produits chemin faisant. Considérant quinze textes écrits entre le 28 avril 2015 et le 15 juillet 2016, des formes et des régimes multiples comme autant d'épreuves de pensée. Considérant un cheminement d'écriture tel un journal de bord, une composition à tâtons.

Sébastien Thiéry, politologue,
coordinateur des actions du PEROU



RESPONSABLE page 4

CONSTRUIRE page 5

APPEL page 6

ATELIER (1) page 8

ATELIER (2) page 9

CONSIDERANT page 10

LETTRE page 11

ATELIER (3) page 12

ATELIER (4) page 13

PAROLES page 14

ATELIER (5) page 16

ATELIER (6) page 17

ENVISAGER page 18

REALITÉ page 20

AFFIRMATION page 22



MIGRANTS : LE DOGME DE L'IRRESPON- SABILITÉ DES RIVERAINS QUE NOUS SOMMES

Publié dans Médiapart
LE 28 AVRIL 2015

La Méditerranée, mer miracle éperdument chantée, berceau de nos textes et de nos langues, est aujourd'hui assassine, ensevelissant sous ses flots devenus noirs d'innombrables vies et rêves d'avenir. Ainsi narrée, la disparition tragique des migrants prend des sonorités de légende permettant que l'on accuse la mer et s'en lave les mains, riverains que nous sommes au sens propre du terme. Par moment, le réel cogne fort et commande un vent d'indignation nouveau, une reformulation du récit. Face à 700 disparus en une seule nuit, il faut effectivement un sommet extraordinaire de l'Union Européenne, et l'affirmation d'un changement de paradigme. Nous, riverains situés du bon côté de la morale, accusons non pas la mer évidemment, mais les passeurs dont nous brûlerons désormais les rafiots. Ainsi nous épargnons-nous de faire la guerre à la guerre, aux famines, au capitalisme mondialisé, aux tumultes du globe qui conduisent un homme, une femme, un enfant à renoncer au pays pour se jeter sur une route que chacun sait effroyable. Il est sage de viser le passeur plutôt que l'insondable folie du monde, d'autant que le salaud exige parfois jusqu'à dix fois le prix d'un billet d'avion pour l'accès à son embarcation mortelle. Il est adroit de passer ainsi sous silence que ce sont les législations en vigueur chez les riverains réunis en sommet qui empêchent cet homme, cette femme, cet enfant de gagner paisiblement par les airs le continent européen, et le rêve d'une vie meilleure. Accuser le passeur revient effectivement à accuser la mer : la responsabilité est ailleurs. Ainsi nous épargnons-nous de penser ce que, ici et maintenant, nous saurions faire pour répondre au cri que cet homme, cette femme, cet enfant nous adressent. Sur l'autre extrémité de notre rive, des hommes, des femmes, des enfants rescapés ne cessent de rêver d'un ailleurs plus hospitalier que cet ici invivable. Et pour cause: ces chercheurs d'or contemporains survivent dans les dites «jungles» de Calais, connaissant la violence répétée des expulsions, destructions, agressions, intimidations. De ce côté-là aussi domine le dogme de la responsabilité d'un tout autre, dessaisissant chacun du pouvoir d'agir contre l'ordre étouffant des choses.

Eric Fassin, dans Calais, jungle d'Etat, tribune publiée le 23 avril dans Libération, expose à merveille la substance de cette vision pétrifiante. L'intellectuel engagé sur tous les fronts de la misère, coauteur notamment d'un ouvrage sur le dit «problème Rom», fustige celles et ceux qui, dans les jungles, construisent avec ces hommes, ces femmes, ces enfants. Les militants s'efforçant d'améliorer les conditions de vie des migrants, a fortiori dans les jungles tolérées par l'Etat parce qu'éloignées

du centre-ville, « participent » à l'indigne politique, « collaborent » avec l'ennemi, ou « travaillent bénévolement » pour le Ministre de l'Intérieur assassin. Ainsi ces citoyens désorientés sont-ils « condamnés à accompagner une politique qu'ils désapprouvent », jusqu'à sombrer « démoralisés ». « L'action publique ne rencontre plus guère d'opposition », déplore alors l'authentique et radical opposant, commandant implicitement que l'on renonce à tout geste d'hospitalité, et fasse ainsi advenir par appel d'air l'acte salvateur d'un gouvernement éminemment responsable. Faire crédit à cette pensée condamne ô combien à la dépression, puisque demeurer reclus dans l'inaction s'impose alors devant toute situation de détresse par définition causée par des hommes autres que nous-mêmes, par un système autre que celui des riverains que nous sommes.

Les hautes sphères européennes désignent le passeur pour ne pas envisager leur propre capacité d'action, s'épargnant de légaliser l'immigration au motif par exemple qu'il s'agirait ainsi d'accepter les tourments du monde causés par d'autres. En miroir, se dresse l'intellectuel engagé, plaidant que sommeille tout geste constructeur dissident: ne se substituant pas à la puissance publique comme on en accepte la défaillance, ni ne collaborant avec elle comme on en partage le programme, le riverain passivement indigné laissera ainsi béante et criante la misère sous les yeux de l'Etat, et fera ainsi dignement pression sur cet autre lointain mais responsable. Les hommes, les femmes, les enfants dont il est question auront sans doute autre chose à faire que rejoindre telle « lutte », et s'inscrire ainsi en dépendance par la plainte à l'endroit d'un Ministre de l'Intérieur dont il faudrait attendre une réponse réconfortante.

Comment en sommes nous arrivés là, sur le point d'oublier que c'est en actes que se construit l'hospitalité tout contre les politiques d'hostilité, que c'est de la consolidation du refuge que naît l'urbanité et que se gagne enfin la ville promise, que c'est à la force de gestes souverains d'émancipation que se conquièrent les droits? C'est que gagne une morale pétrifiante, venue de gauche et rencontrant la droite dans la haine pour ce qui s'invente en dissidence, laissant accroire que construire dans les marges c'est renoncer au centre, que construire dans l'illégalité c'est accepter d'être privé de ses droits, que construire le meilleur c'est abandonner l'idéal. C'est que se consolide ainsi plus encore le dogme d'une irresponsabilité généralisée, commandant que de proche en proche chacun renonce à sa modeste capacité d'agir en désignant un autre totalement responsable, jusqu'à ce que soient accusés par la communauté d'irresponsables que nous formons, cet homme, cette femme, cet enfant, puisque c'est objectivement leur désir d'une vie meilleure qui s'avère la source de tous nos problèmes.

Plutôt que de brûler les embarcations, sachons les faire se démultiplier en nombre comme en qualité, et sachons épauler les extraordinaires marins de Lampedusa secourant sans compter, avant qu'ils en viennent à entendre le sermon d'Eric Fassin selon lequel ils participeraient ainsi à l'inacceptable. Plutôt que d'assommer les quelques riverains bâtisseurs en leur assénant qu'ils ne gagneront ainsi qu'un état dépressif, sachons faire

se démultiplier leurs actes constructifs jusqu'à édifier des hauts-lieux au beau milieu des «jungles», et les faire ainsi apparaître sur nos cartes mentales et, gageons le, bientôt légales. Plutôt que de demeurer fascinés par toutes les lâchetés gouvernementales, manigances et autres perversions du système, sachons nous saisir de notre propre capacité d'action, et suivre ainsi la leçon que nous donnent ces hommes, ces femmes, ces enfants qui, sur la route, construisent souverainement les récits comme les espaces d'une vie meilleure. Plutôt que demeurer en position d'humiliés, soumis au bon vouloir d'un lointain prétendument seul en capacité de faire réponse, sachons reconnaître et poursuivre les gestes fondateurs de ces migrants qui, dans ce que l'on nomme les «jungles», ont esquissé les plans d'une ville à la force d'un rêve que partageaient tous ces naufragés ensevelis par notre irresponsabilité.

CONSTRUIRE L’AFFIRMATION

Écrit pour le catalogue de l’exposition « Habiter le campement » de la Cité de l’Architecture et du Patrimoine
LE 25 OCTOBRE 2015

FACE AUX IMAGES ASSASSINES LEGIFERANT EN SILENCE

Aujourd’hui en France, des élus signent des textes précipitant des machines contre des lieux de vie. Des arrêtés frappés du sceau de la République donnent ainsi raison à l’acte de détruire des habitats et de jeter au loin de prétendus cas sociaux, ethniques voire géopolitiques qui y avaient trouvé refuge. Certains êtres humains ne le sont pas. Certains domiciles en droit ne le sont pas. Les dits « responsables » l’exposent, les médias patentés le surexposent : des formes prétendument « informelles » se multiplient en contre-point - et contre-sens - de ce que nous nommons « ville », témoignant d’une inquiétante et anormale présence. Officiellement « sans forme », des cloaques abritent des rebuts humains qui leur sont comme consubstantiels : leur langue est obscure, leur visage d’un autre âge, leur raison approximative. Aux installations prétendument « indignes » détectés dans les plis et replis de nos métropoles, nous identifions des sans-voix comme frappés d’indignité par contact et contagion. Les machines peuvent alors faire disparaître ces fatras ne présentant nulle qualité d’urbanité ni d’humanité repérable. Elles ne font ainsi que rendre à l’inexistence ce qu’a priori l’on tient à distance du monde. Face à la destruction de « l’immonde », nulle opposition raisonnable ne saurait se dresser.

Cette violence n’est certainement pas fondée en droit. D’innombrables textes, de droit international comme national, constitutionnels comme législatifs, de type « circulaire » comme « article de code », garantissent accueil et soin, hospitalité sans borne, paix plutôt que guerre. Cette violence est fondée en esthétique, qui lui donne raison : elle s’adosse à des images d’innommables bas-fonds, s’inspire de récits de misère en tous points accablants, se nourrit de terrorisantes rumeurs. Cette violence ne se livre pas comme telle : elle s’écrit sur la scène publique comme technique de défense, comme procédure de modernisation, comme opération de neutralisation de ce qui menace. Ce sont pourtant bien des représentations féroces qui conduisent les pelleteuses contre les bidonvilles, arment les régiments de CRS expulsant de leurs baraquements des familles entières, guident la main du responsable à l’urbanisme planifiant l’installation de cailloux monumentaux afin d’empêcher toute nouvelle installation de ces incontestables nuisibles. Nous demeurons pauvres en contre-récits susceptibles de faire entendre que c’est du côté de l’accueil que la raison réside, que c’est en construisant que l’on œuvre en politique, que l’hospitalité est une réponse à la crise, non son aggravation, qu’une ville radieuse s’avère à quelques rares exceptions près un bidonville qui a réussi.

Nous demeurons pauvres en contre-récits susceptibles de faire entendre que nous sommes devenus féroces, et que collectivement nous déraisonnons.

Faire riposte, afin que le droit de nouveau s’entende, nécessite un contre-feu narratif. C’est ce à quoi s’emploie le PEROU depuis sa création en octobre 2012 : dans les bidonvilles de l’Essonne, dans les rues de Paris, dans une friche industrielle avignonnaise, sur les quais du Rhône à Arles, dans la « New Jungle » de Calais. Ici comme ailleurs, cette assemblée de constructeurs, créateurs, chercheurs de tous horizons écrit à même le territoire des histoires vives, indécentes par voie de conséquence, qu’elle colporte jusque sur les scènes judiciaires et politiques afin que s’inventent des réponses enfin décentes. Ici comme ailleurs, le PEROU élabore des récits dissidents avec des habitants non encore repérés comme tels, narrant qu’à l’ombre des dits « projets d’aménagement urbain » s’inventent d’encore invisibles, mais peut-être véritables, « villes nouvelles ». Ici comme ailleurs, il se fait cartographe et historiographe d’une urbanité en puissance. Ici comme ailleurs, il compose en actes d’autres dramaturgies afin que se brisent les images assassines, et qu’un nouvel art de construire ensemble s’officialise.

POURSUIVANT LE CONTRE-FEU NARRATIF DE « L’AMBASSADE DU PEROU »

En décembre 2012, le PEROU édifiait une « Ambassade » au beau milieu d’un bidonville à Ris-Orangis, dans l’Essonne. Il s’agissait de créer un toit et un seuil permettant d’accueillir le temps d’une fête de Noël les camarades de classe des enfants vivant ici qui, jusqu’alors, n’avaient jamais invité qui que ce soit chez eux. Il s’agissait de construire un impensé, de trouver l’espace irrespirable du présent à la force d’un bâtiment impensable. Il s’agissait de bâtir un lieu hors-sujet parce que contrevenant à ce que la police sanitaire et sociale exige, un lieu obscène parce que contrevenant à ce que la doxa humanitaire commande. Il s’agissait de créer les conditions d’une « jouissance urbaine », extra-ordinaire et extra-territoriale, et de refuser ainsi l’assignation à résidence d’une plainte, d’une protestation, d’une indignité mille fois surexposées sur le sol boueux des controverses ressassées. Il s’agissait de déclencher la possibilité d’actes nouveaux, mobilisant autrement les dits « riverains », animant autrement les dits « Roms », et de créer les conditions de constructions à venir. Place publique, lavoirs, douches, toilettes sèches, cinéma, passerelle, aménagements fleuris, drains, résidence de travail, etc. furent effectivement mis en œuvre les mois suivants. Il s’agissait d’exposer aux yeux de la collectivité cette évidence : que construire dans le bidonville est le plus sûr chemin pour en sortir, que les processus sociaux, humains, politiques émergeant du chantier collectif offrent des perspectives d’avenir qu’expulsions et destructions ne cessent d’anéantir. Il s’agissait d’exposer ceci aux yeux des acteurs publics : que construire ici-même est le seul acte de responsabilité concevable. Il s’agissait de faire œuvre diplomatique précisément : en actes, avec les moyens de l’architecte, du designer, de l’artiste, de l’écrivain, re-présenter le prétendu « problème » afin que soit rénové le répertoire des réponses à lui apporter. Un

an et demi plus tard, les deux tiers des familles initialement présentes sur la « Place de l’Ambassade » avaient intégré des logements sociaux, après avoir transité par un lieu d’accueil temporaire mis en œuvre par le Conseil Général à Ris-Orangis, premier du nom en Essonne.

À Ris-Orangis, le PEROU a affiné des tactiques, confirmé des convictions, précisé les lignes de ces actes à venir : faire projet là où ne se programme que désœuvrement ; cartographier les richesses et faire retentir la joie explosive, plutôt qu’exposer la misère et faire entendre l’humiliante plainte ; construire plutôt que détruire, transformer plutôt que déplorer, inventer plutôt que s’indigner ; substituer au « travail social » impliquant une distance entre « eux » et « nous », un « travail urbain » exaltant nos multiples proximités ; créer des relations impensées plutôt que répéter des conflits éculés. Simultanément aux actes s’inventent des textes, des images, des discours que le PEROU consigne, rend publics, transmet. Afin qu’école soit faite d’un art renouvelé d’agir dans les hors-champs de nos villes pour réinventer ce qui fait commun. Afin de faire de la politique en prenant le verbe au mot. Afin de s’inscrire au beau milieu des luttes du présent pour leur donner un nouvel avenir. En contre-feu de la férocité ambiante, mais à revers des manifestations de déploration, le PEROU poursuit alors le chemin d’une politique de l’affirmation, insolante et joyeuse, consistant à construire aveuglément contre tous nos aveuglements.

L'APPEL AUX 800

Prononcé lors des Assises nationales des Ecoles d'arts aux Subsistances de Lyon

LE 30 OCTOBRE 2015

1.

Le 20 octobre dernier, Libération publie «l'Appel des 800». Le nombre de signataires, imposant, le nom de certains d'entre eux, fameux, forcent le respect. Le texte, dense et grave, décrit la «New Jungle» de Calais: des conditions de vie d'épouvante, une misère sans nom, une détresse considérable. Ses auteurs de conclure: «Nous demandons solennellement au gouvernement un plan d'urgence pour sortir la jungle de Calais de l'indignité dans laquelle elle se trouve».

2.

Un appel vise à «faire entendre», pour sans doute «faire bouger». «L'Appel des 800» opère à l'évidence: le coffre qui est le sien donne à la voix qui est la sienne une puissance telle que le Ministre de l'Intérieur s'en fait l'écho dans la demi-journée. «Ils manifestent une préoccupation que j'entends et que je partage» répond alors Bernard Cazeneuve. Celui-ci se déplace à Calais le lendemain, confirmant l'entente.

3.

Un appel lancé par des artistes, cinéastes, intellectuels, créateurs de récits et de formes, ne peut se contenter de «faire entendre». Il doit «faire voir», bouleverser notre vision du sujet. En matière de représentations, «L'Appel des 800» ne produit aucun déplacement. Il répète une incontestable vérité: la «New Jungle» est infernale et immonde. Il narre un marasme absolu, au diapason des images et des récits les plus ressassés. Bernard Cazeneuve ne peut qu'y souscrire. Sur place le 21 octobre, il atteste: la «New Jungle» n'est que honte, invivable plaie secrétant un cancer à combattre, certainement pas un monde. L'entente est parfaite au sujet d'une intolérable réalité qu'il faut traiter, écraser, éradiquer. En réponse, le Ministre de l'Intérieur de promettre alors «des moyens renforcés», pour des «mesures nécessaires».

4.

Un beau matin, dans leur atelier parisien, les 800 ont posé leur caméra, quitté leurs outils de travail, saisis d'effroi par les nouvelles parvenues d'un invraisemblable bidonville repéré à quelques encablures du centre-ville de Calais. Stupéfaits, ils ont par voie électronique hurlé leur honte, fait se répercuter celle-ci jusqu'en «une» d'un quotidien national. Il fallait hurler, il était impossible de ne pas signer. Pour signer, ils ont éteint leur caméra, mis leurs appareils en position off. Lorsque l'indignité saisit, lorsque happe l'effroi, il n'y a plus rien ni personne pour voir. Collectivement nous sommes demeurés aveugles, mais déterminés.

5.

Ceci est un appel aux 800 artistes qui ont signé, ainsi qu'à tous les autres. Aux écoles qui forment ces artistes, inscrites en des territoires où tout menace, installées sur des circonscriptions électorales où règnent bien des aveuglements. Aux étudiants de ces écoles, futurs artistes dits «contemporains», c'est à dire du monde qui est, du monde qui vient. Ceci est un appel aux 800, pour solennellement leur demander de garder en main leurs caméras, micros, crayons et claviers, et de venir voir, ou plus exactement regarder, entendre, sentir, éprouver, avec la plus chaleureuse des attentions, ce qui a lieu, ce qui fait lieu, ce qui s'affirme malgré tout à Calais.

6.

Ceci est un appel aux 800 provenant d'un autre présent, rédigé de retour de la «New-Jungle», à partir de quelques notes consignées dans un carnet, d'une liste de ce que nous y avons vu: des rescapés inouïs, des femmes et des hommes conquérants, des théâtres et des écoles d'art, des boîtes de nuit et des bibliothèques, des églises et des mosquées, des supermarchés et des restaurants, des mots vifs sur des façades donnant aux lieux un nom; des Italiens, des Belges, des Anglais, des Néerlandais, des Irlandais prêtant main forte, une Europe éclatante de solidarité; des Calaisiens, organisés ou solitaires, des actes d'hospitalité, des gestes, discrets parfois, d'une puissante humanité souvent; une ville-monde, un miracle, un désir fou de vivre, de danser, de cuisiner, de faire l'amour, de rêver; toute la merde aussi, la boue et la faim, mais qui jamais n'écrase l'humanité qui a lieu, l'humanité qui fait lieu.

7.

Ceci est un appel aux 800 leur demandant solennellement de venir occuper Calais armés de leurs outils de création, et de nous enlever la merde que collectivement nous avons devant les yeux. La «New Jungle», comme toute situation habitée par des migrants, Roms, sans-abri, et autres si mal-nommés, si malmenés, est simultanément une fin du monde et un monde nouveau, une construction de douleurs insondables et de rêves insensés. Tant que nous ne saurons pas aussi faire retentir la joie explosive qui a lieu, la vitalité qui toujours invente, nous ne saurons empêcher que s'organise le pire, que déferle une police sanitaire et urbaine mobilisée par les cris d'orfraie, que se programment déplacements et placements de corps en trop dans des niches en plus.

8.

Ceci est un appel aux 800 les invitant à occuper Calais afin d'obstinément décrire et re-décrire les lieux et, sur nos cartes mentales, de faire apparaître ce monde aujourd'hui asphyxié par récits et images mortifères. Historiographes, géographes, hagiographes manquent à cette réalité escamotée, alors que menace son envers, sa négation: la mise en camp, dignement administrée, de cette humanité prétendument errante et démunie; la «prise en charge» d'êtres humains savamment déposés de leur colossale puissance de tout réinventer.

9.

Ceci est un appel aux 800 provenant du PEROU, Pôle d'Exploration des Ressources Urbaines, créé il y a trois ans avec Gilles Clément. Afin, avec les outils des jardiniers, des artistes, des designers, des architectes, des poètes, des chercheurs, à savoir les outils de ces 800, de nous inscrire autrement au devant des situations de crise, de porter une attention renouvelée à celles-ci, et de chercher en elles les ressorts de leur dépassement. Nous avons oeuvré dans des bidonvilles de l'Essonne, avec des collectifs de sans-abri à Paris et Avignon, dans un bidonville à Arles. Nous nous approchons aujourd'hui de la «New-Jungle», potentielle 36 001e commune de France. Et ne pouvons nous en approcher sans les 800, ses hérauts en puissance.

10.

Ceci est un appel à une insurrection des images que les artistes, au premier rang, au premier chef, doivent savoir faire se déclencher. Signant un «Appel des 800» colportant les récits écrasant les preuves d'une humanité flamboyante jusque dans la boue, ils ont désarmé. Ceci est un appel afin que soit réarmée cette fonction cruciale consistant à donner au monde des formes d'avenir, à rendre compte des formes d'avenir qui se déploient d'ores et déjà, et malgré tout, dans ce monde là. Dans la «New Jungle», un avenir a lieu, celui d'une humanité bâtisseuse, menacée entre autres par notre imaginaire asséché. A Calais, migrants et européens, nous construirons ensemble, ou agoniserons ensemble. Re-présenter ce qui a lieu, l'hospitalité fondatrice, tel est l'horizon de cet appel. Afin que perdure un chantier aujourd'hui si fragile, que sanitaires et palais s'y érigent au centuple, et que sur les traces de cet ancien bidonville s'élève une ville nouvelle enfin.



ATELIER PUBLIC DU PEROU #1

Communiqué publié sur le site du
Pavillon de l'Arsenal
LE 26 JANVIER 2016

Nous ne mesurons pas ce qui aujourd'hui a lieu à Calais. Ni la profondeur de la crise, ni l'étendue des rêves. Nous n'imaginons pas la détresse, ne soupçonnons pas la puissance.

Nous connaissons parfaitement nos impasses, notre misère politique, nos politiques de misère. Nous savons nos déroutes: la violence absurde, les invivables solutions d'urgence, la gabegie et le marasme, les mesures massives et désespérées, sans avenir. Nous savons aussi par cœur l'inconséquence de notre indignation, le poids assommant de notre affliction, la pauvreté de nos slogans mortifères. Nous n'imaginons alors pas ce que peut devenir cet innommable que l'on nomme aujourd'hui « New Jungle ».

Au PEROU, nous faisons le pari d'un devenir radieux de Calais au delà bien évidemment de ce que nous savons, connaissons, mesurons. Et suivons cette élémentaire hypothèse: que ce devenir se construit à partir de ce qui s'y invente, à la force de gestes, de paroles et d'actes non encore répertoriés comme fondateurs. Au PEROU, nous ouvrons ce répertoire

ATELIER PUBLIC DU PEROU #2

Communiqué publié sur le site du
Pavillon de l'Arsenal

LE 9 FÉVRIER 2016

La New Jungle de Calais se situe en un point très précis sur la carte: entre miracle et désolation. A la fascination du pire, nous précipitant collectivement dans l'impuissance et la brutalité - son pendant - nous opposons la consigne déterminée de ce qui s'invente, s'affirme, se construit, s'imagine: une urbanité en puissance, une cité potentielle, une ville-monde du 21e siècle. Ainsi conduisons-nous des actes de documentation, en collaboration avec huit équipes de recherche et autant de photographes. Ainsi livrons-nous ces récits dissidents dans le cadre « d'ateliers publics » mis en place pour re-considérer ce qui a lieu, pour rénover le répertoire des représentations et pour envisager enfin Réinventer Calais. Non parce que c'est éventuellement possible, mais parce que c'est absolument nécessaire.



CONSIDÉRANT CALAIS

Publié dans Médiapart
LE 14 FÉVRIER 2016

Vu la République, la fraternité en ses fondements, l'hospitalité à l'horizon.

Vu les bouleversements des temps présents, la perspective de mouvements migratoires extraordinaires à venir, la démultiplication annoncée de «jungles» dans les plis et replis de nos métropoles.

Considérant que la Jungle de Calais est habitée par 5 000 exilés, non pas errants mais héros, rescapés de l'inimaginable, armés d'un espoir infini.

Considérant qu'ici-même vivent effectivement, et non survivent à peine, des rêveurs colossaux, des marcheurs obstinés que nos dispositifs de contrôle, procédures carcérales, containers invivables s'acharnent à casser afin que n'en résulte qu'une humanité-rebut à gérer, placer, déplacer.

Considérant que Mohammed, Ahmid, Zimako, Youssef, et tant d'autres s'avèrent non de pauvres démunis, mais d'invétérés bâtisseurs qui, en dépit de la boue, de tout ce qui bruyamment terrorise ou discrètement infantilise, ont construit en moins d'un an deux églises, deux mosquées, trois écoles, un théâtre, trois bibliothèques, une salle informatique, deux infirmeries, quarante-huit restaurants, vingt-quatre épiceries, un hammam, une boîte de nuit, deux salons de coiffure, des histoires d'humanité reléguées au statut d'anecdotes dans l'histoire officielle de la « crise des migrants ».

Considérant qu'ici-même l'on habite, cuisine, danse, fait l'amour, fait de la politique, parle une vingtaine de langues, chante l'espoir et la peine, pleure et rit, contredit ô combien les récits dont indignés comme exaspérés s'enivrent, assoiffés des images du désastre, bourrés de plaintes, écoeurés par ce qui s'invente, s'affirme et déborde.

Considérant que chacun des habitats ici dressé, tendu, planté, porte l'empreinte d'une main soigneuse, d'un geste attentif, d'une parole liturgique peut-être, de l'espoir d'un jour meilleur sans doute, et s'avère une écriture bien trop savante pour tant de témoins dont les yeux n'enregistrent que fatras et cloaques, dont la bouche ne régurgite que les mots «honte» et «indignité».

Considérant que quotidiennement depuis début septembre 2015 des centaines de britanniques, belges, hollandais, allemands, italiens, français, construisent dans la Jungle, distribuent vivres et vêtements, organisent concerts et pièces de théâtre, créent radios et journaux, dispensent conseils juridiques et soins médicaux, et le soir venu occupent les lits des campings alentours et de l'Auberge de Jeunesse de Calais, haut-lieu d'une solidarité active extraordinaire, centre de l'Europe s'il en est.

Considérant que jamais les associations calaisiennes n'ont enregistré autant de propositions de dons et de bénévolat, et que ne cesse pourtant d'être narré le récit d'une unanime exaspération collective, d'une violence et d'une xénophobie prétendument généralisées, d'une

pourriture qui, surexposée, salit la ville autant que les kilomètres de barbelés la défigurent.

Considérant que Calais est, de facto, une ville-monde, avant-garde d'une urbanité du 21e siècle dont le déni, à la force de politiques publiques brutales, témoigne d'un aveuglement criminel à l'endroit de ce qui vient, d'un mépris mortifère de ce qui s'affirme.

Considérant que la Jungle ne disparaîtra pas, ni à la force d'une violence légale déployée comme si s'organisaient là une bande de criminels, ni par la grâce des « solutions » abstraites de « l'hébergement pour tous », dont les containers du « Centre d'Accueil Provisoire » à 20 millions d'euros exposent, sidérante, l'absurdité.

Considérant que la faillite des acteurs publics et l'incurie de leurs solutions sont si vastes, que dans une semaine, un mois, un an, la Jungle de Calais apparaîtra au centuple, et que demeurera comme seul trésor public le fruit de ce que calaisiens et exilés auront cultivé malgré tout, à savoir ce qui nous rapproche.

Déclare:

1: Que la destruction, aujourd'hui entamée, de la Jungle de Calais s'avère un acte de guerre irresponsable conduit non seulement contre des constructions, mais aussi contre des hommes, des femmes, des enfants, des rêves, des solidarités, des amitiés, des histoires, non seulement contre le bidonville, mais contre ce qui fait ville à Calais.

2: Que résister nécessite de riposter enfin au déni de réalité généralisé, de contredire les professionnels de la plainte comme les promoteurs de l'exaspération, de rendre célèbre ce qui s'affirme aujourd'hui à Calais, de faire retentir le souffle européen qui s'y manifeste, de s'avérer autrement attentifs aux promesses d'avenir qui s'y dessinent, à la beauté des bâtisseurs, à la vie qui toujours invente.

3: Que penser et agir de nouveau à Calais, au devant d'une situation-monde nous concernant tous, c'est s'inspirer des gestes de celles et ceux qui construisent inlassablement en dépit de la haine qui porte le nom de « politique publique » en 2016, c'est poursuivre l'édification d'une cité-oasis du 21 siècle où trouver abris de droits, de culture, de joie et de fraternité, c'est risquer d'autres formes d'écritures politiques de l'hospitalité, de ce que nous avons en commun, de notre République.

RÉINVENTONS CALAIS ! LA LETTRE QUE LA MAIRE DE CALAIS N'A PAS ÉCRITE.

Publié dans Libération,
(coécrite avec Antoine Hennion)
LE 22 FÉVRIER 2016

Mes chères concitoyennes, mes chers concitoyens,

Vous entendrez, je le sais, toute la gravité de la lettre que je vous écris aujourd'hui. Éluë de la République, je ne pouvais rester sourde un jour de plus à sa nécessité, retenir les mots difficiles que ladite « crise des migrants » me commandait de vous adresser enfin. La Préfète du Pas-de-Calais a engagé la destruction de la « Jungle » de Calais. Je vous l'annonce: il s'agit là, pour nous tous, d'une erreur colossale.

Avouons qu'avant d'envisager de « nettoyer » la Jungle, nous l'avons créée avec la ferme ambition de « nettoyer » la ville. Nous voulions détacher les migrants de Calais, couper le lien visible, charnel tout autant, parfois conflictuel mais bien réel, existant entre « eux » et « nous ». Nous commettions une première immense erreur: nombre d'entre vous voient le temps des squats en centre ville comme un moment beaucoup plus paisible qu'aujourd'hui. Images, fantasmes et peur de l'inconnu ont en effet remplacé ces rapports, difficiles mais humains, qui s'étaient constitués dans la ville. Pire: cette politique, cette casse à vrai dire, a nourri des forces haineuses, minoritaires je le sais, mais ô combien bruyantes et spectaculaires. Il y a un an donc, nous avons dépossédé Calais de ses migrants et détaché ces derniers de notre ville, de celles et ceux qui, parmi vous, discrètement souvent, en œuvrant à un accueil digne, donnaient en actes une image formidable de notre commune.

Dans la Jungle, les bénévoles du monde entier ont pris le relais des associations locales prises à contrepied par cet éloignement forcé. Les mois ont passé, la mobilisation n'a cessé de s'amplifier, vigoureuse, magnifique à vrai dire, reconnaissons-le enfin. Nous y voici: la Jungle n'est plus un problème local, elle est devenue l'un des centres du monde. Les Chinois envoient du matériel, on croirait voir venir tous les Anglais et tous les Belges apporter leur aide, des volontaires de la France entière, d'Espagne, d'Italie donnent un coup de main, un weekend, quelques jours, parfois des semaines. Calais est devenue, par le geste même qui voulait rendre les migrants invisibles, le symbole éclatant du ralliement des bonnes volontés, le nom majuscule que porte l'hospitalité faite aux exilés. Ce n'est pas contre nous que ce mouvement a pu naître, c'est à la fois malgré nous et grâce à nous.

Si nous rasons la Jungle, c'est bien cette extraordinaire ville mondialisée, généreuse et active, qui serait rasée. Imaginez tous ces reportages, sur toutes les chaînes télé: « Calais chassant la solidarité » va faire le tour du monde. Il était déjà aveuglant qu'en striant les alentours de barbelés, en arrachant des forêts, en inondant des landes, en sécurisant tous les accès, c'est Calais que nous défigurions. Au delà de l'image, il est urgent de saisir collectivement la nature exacte de ce que nous détruirions: non tant les pauvres abris de misérables, mais le travail collectif de tous ceux qui se sont solidarisés avec les exilés, ces rescapés des bouleversements les plus profonds de notre monde. De quel droit jeter aux bennes à ordures ces tonnes de vêtements, de chaussures, de nourriture apportés par des bénévoles? De quel droit détruire des baraques, des écoles, des églises, des théâtres, des restaurants que des mains de tous pays et de toutes couleurs ont construits ensemble? De quel droit détruire une cité fragile, mais d'autant plus vivante qu'elle ne tient que par le soutien continu que sa survie requiert - et qu'elle obtient.

Cette ville, vue d'Écosse et de Lampedusa, de Paris, du Moyen-Orient ou d'Australie, ne se nomme pas « Jungle », mais « Calais ». Calais n'est plus seulement à nous, elle n'est pas davantage aux seuls exilés. Ce n'est pas un millier d'abris que nous détruirions, c'est une œuvre collective, tentaculaire, dressée malgré les barbelés et la boue. Ce n'est pas une marge « contenue », immonde, que les machines nettoieraient, c'est une ville-monde, l'identité même de ce qu'est devenue notre ville. Les bulldozers écrasant la Jungle ne détruiraient pas que quelques planches et quelques toiles: c'est Calais même qu'ils enfonceaient dans la boue.

Ne faisons pas une seconde erreur plus terrible encore que la première. Je vous demande alors d'entendre mon message, de comprendre qu'il dessine pour nous tous la seule voie possible: suivre le chemin qui conduit Calais vers son rendez-vous du XXI^e siècle, jusqu'à devenir l'une des capitales le plus resplendissantes du monde. J'en suis convaincue: cette situation de crise, qui l'est en effet, s'avère aussi une formidable chance pour notre ville qui en sortira magnifiquement grandie. À la Préfète du Pas-de-Calais, j'ai demandé ce matin même de surseoir à la destruction de la Jungle. J'ai en outre renoncé au projet de création du parc d'attraction Heroic Land, et demandé que les 275 millions d'euro affectés à celui-ci par le Fonds National d'Aménagement et de Développement du Territoire soient mobilisés pour ce chantier bien plus crucial pour la ville: construire l'hospitalité. Je vous demande avec moi de lancer un appel aux créateurs, architectes, urbanistes, afin que notre ville prenne l'envergure d'une utopie du XXI^e siècle, et s'avance au devant du monde, comme son avant-garde. Nous sommes sur le seuil d'un immense renouveau. Je vous demande de vous engager pleinement dans celui-ci avec moi: nous ferons alors un miracle.

ATELIER PUBLIC DU PEROU #3

Communiqué publié sur le site du
Pavillon de l'Arsenal
LE 23 FÉVRIER 2016

«Vous entendrez, je le sais, toute la gravité de la lettre que je vous adresse aujourd'hui. Élu(e) de la République, je ne pouvais rester sourde un jour de plus à sa nécessité, retenir les mots difficiles que ladite «crise des migrants» me commandait de vous écrire enfin. La Préfète du Pas-de-Calais nous l'annonce: des machines s'appêtent à détruire la «Jungle» de Calais. Je vous l'annonce: il s'agit là, pour nous tous, d'une erreur colossale.»

Introduction de la lettre que la Maire de Calais n'a pas écrite, en date du lundi 22 février 2016

ATELIER PUBLIC DU PEROU #4

Communiqué publié sur le site du
Pavillon de l'Arsenal

LE 8 MARS 2016

Au PEROU, « état second », nous comptabilisons jusqu'au vertige combien gouverne la déraison.

Depuis lundi, une vingtaine d'employés de la Sogéa, entreprise calaisienne de BTP / construction (sic) détruit à la main des bâtiments dont les débris sont ramassés par plusieurs pelleteuses et camion-remorque. Coût de l'opération: 15 000 euros par jour pour cette « opération humanitaire ». Depuis fin octobre, 18 unités des forces mobiles de l'Etat sont en renfort dans le Pas-de-Calais (soit environ 1 000 personnes), pour un coût d'environ 150 000 euros par jour, dont 50 000 euros pour l'hébergement en hôtel (seules deux unités sont en casernement); soit 18 millions d'euros depuis le début de cette « action de pacification ». En 2015, 18 autres millions d'euros (dont 15 millions apportés par les Britanniques) ont permis de « sécuriser » le port de Calais (barrières, caméras de surveillance, etc); 51 millions (dont 20 millions apportés par les Britanniques) ont été nécessaires pour la « sécurisation » du tunnel sous la Manche. Pour l'investissement et le fonctionnement du Centre Jules Ferry (accueil de jour, 500 douches par jour, 2 500 repas) et les aménagements dans la jungle (112 points d'eau, 60 latrines chimiques, 6 bennes à ordures, un système d'éclairage public, le ramassage des ordures), il en a coûté 18 millions d'euros sur un an, dont 7 millions de fonds européens. Pour l'installation d'un Centre d'Accueil Provisoire constitué de 1 500 places en containers sans eau, c'est une somme de 25 millions d'euros sur un an qui a été mobilisée, soit 16 800 par personne. Au titre de mesures compensatoires, la Mairie de Calais a obtenu les fonds nécessaires à la création du parc d'attraction « Heroïc Land » (soit 275 millions d'euros), afin de faire enfin de Calais une destination, non plus une zone de passage. A ce jour, Eurotunnel demande à l'Etat 29 millions d'euros de compensation pour pertes de revenus, sans compter les revendications des entrepreneurs du Calais qui manifestent ce lundi à Paris. Heureusement, la Grande Bretagne vient d'annoncer que 22 millions d'euros seront envoyés en France pour poursuivre l'effort.

Au PEROU, nous caressons l'idée que construire vaut mieux que détruire pour répondre à ce qui a lieu. Non sans ivresse, nous imaginons donc pouvoir mobiliser les 450 millions d'euros dont il est question pour oeuvrer enfin dans le bidonville et la ville, et ainsi « Réinventer Calais »



« POUR CALAIS, CONSTRUIRE AVEC LES MIGRANTS ». CE QUE N'ONT PAS DIT FRANÇOIS HOLLANDE, XAVIER BERTRAND ET NATACHA BOUCHART À L'OCCASION DE LA RENCONTRE QUI N'A PAS EU LIEU AVEC LES CALAISIEUX DANS LE GRAND SALON D'HONNEUR DE L'HÔTEL DE VILLE DE CALAIS.

Prononcé à la Cité de l'Architecture et du Patrimoine à l'occasion du colloque « Au tournant de l'expérience ».

LE 11 MARS 2016

Un membre du collectif « Sauvons Calais »: Vous annoncez vouloir « accompagner ce qui s'invente dans la Jungle » et non plus détruire celle-ci. Êtes-vous donc devenus sourds aux Calaisiens, à leur refus d'accueillir les migrants ?

François Hollande: Nos politiques de violence à l'égard des migrants ont créé la figure d'une altérité radicale, et généré l'hostilité que vous évoquez. L'omniprésence policière, les kilomètres de barbelés, la sur-alimentation de la crise ont nourri la fiction d'une opposition définitive entre eux et nous. Nous affirmions entendre l'angoisse des Calaisiens, et pour cause: ce sont nos bruits de bottes qui l'ont générée. D'emblée, nous aurions dû accueillir ces rescapés du monde, célébrer ce que nous avons en commun, ruiner ainsi la fable identitaire. Nous aurions dû saisir en eux la promesse d'un renouveau, et par la joie étouffer le cri d'exaspération. Une ville est d'abord le fruit d'une rencontre, la culture de ce qui n'est pas la guerre. A Calais, nous n'avons cessé d'attiser le conflit, menaçant les fondements de cette ville jusqu'à faire trembler ses propres habitants.

Xavier Bertrand: Sur la rocade surplombant la jungle, passe en ce moment même un camion allemand, transportant des oranges espagnoles, fonctionnant au pétrole saoudien, conduit par un chauffeur polonais, faisant halte devant un douanier français, empruntant les infrastructures de la multinationale Eurotunnel en vue d'alimenter un centre commercial hollandais situé en banlieue londonienne. S'il nous fallait renvoyer tout le monde chez soi...

Natacha Bouchart: Voyez moi ! Calaisienne de cœur, et néanmoins fille de migrants, de père arménien et de mère polonaise ! Les calaisiens sont exaspérés par notre dérouté, non par des migrants dont un enfant, calaisien de cœur, sera demain leur maire. Sur 77 000 habitants, quelques dizaines à peine sont les auteurs d'actes racistes qu'une élue de la République ne saurait tolérer, qu'une juridiction pénale doit condamner. Le choix de l'accueil, je le fais sereinement devant vous tous: je vais bientôt remettre devant chacune et chacun ma candidature à des élections municipales anticipées. Portant sur l'art et la manière de faire l'hospitalité, celles-ci feront date: elles inscriront notre ville dans le 21e siècle.

Une habitante de la Route de Gravelines: Vous ne pouvez tout de même pas accepter qu'un bidonville s'établisse en lisière de la ville, et condamner ainsi des pauvres gens à vivre dans l'indignité !

N.B.: Ce sont nos politiques d'hostilité qui, contraignant le développement du bidonville, le font demeurer comme situation indigne. Si nous considérons le bidonville autrement, si nous osions enfin accompagner ce qui s'y construit d'espaces comme de relations, alors nous apparaîtrait-il comme supplément de notre ville, non comme son envers. Telle est l'ambition de l'appel à idées « Réinventer Calais »: engager le bidonville sur le chemin de sa transformation; faire de lui le ressort, y compris économique, de notre ville.

F.H.: Nous ne militons pas pour le bidonville, nous nous engageons dans le monde qui vient. Des crises écologiques, économiques, politiques, vont jeter sur la route des centaines de millions de personnes. Nos dispositifs d'hébergement sont à la fois ringards et indigents. Que dire de notre obsession sécuritaire? Voyez les sommes folles engagées à Calais afin de « traiter le problème », contribuant en fait à son aggravation ! Il est temps d'inventer d'autres pratiques, attentives à ce qui au milieu du dit « problème » offre les promesses de son dépassement. Les migrants ne sont pas de pauvres errants, mais une multitude forte de savoirs, savoir-faire, rêves et espoirs cruciaux pour nous tous. La Jungle n'est pas un néant, creuset d'une animalité dangereuse, elle est l'oeuvre d'une foule d'Européens, d'une solidarité internationale unique au monde qu'il nous faut savoir accompagner. Tel est l'enjeu de « Réinventer Calais »: prendre soin de ce qui s'affirme, de cette démocratie en actes, de cette urbanité hors du commun, en faisant appel à nos créateurs les plus innovants. Nous rendrons ainsi Calais célèbre dans le monde entier.

X.B.: Dans sa décision du jeudi 25 février, la juge du Tribunal Administratif de Lille affirme que dans la Jungle se trouvent des « lieux de vie », des sanctuaires à protéger, des formes d'urbanité. Nous entendons le droit en train de se faire, repérant ce qui s'invente, et ne pouvons que le respecter. Nous entendons l'humanité qui fait lieu y compris dans la Jungle, et ne pouvons que suivre son mouvement. Plutôt que de ne témoigner que de la boue, ayons l'élégance de la faire disparaître: une demi-journée y suffirait ! Plutôt que de ne voir que ce qui s'effondre, ayons l'audace de construire. Alors, une autre vie s'inventera, hautement digne, parce que portée par une solidarité extraordinaire, et une politique d'avant-garde enfin.

Le directeur d'une PME calaisienne: croyez-vous que les contribuables que nous sommes sont enclins à vous suivre dans un tel invraisemblable chantier alors que souvent nos concitoyens n'ont pas même de quoi vivre dignement ?

F.H.: Vous avez déjà contribué à l'invraisemblable: depuis fin octobre, nous dépensons 150 000 euros par jour pour la seule mobilisation de 18 unités de forces mobiles à Calais, dont 50 000 euros pour leur seul hébergement; en 2015, nous avons dépensé 18 millions d'euros en dispositifs de contrôle autour du port et, avec le soutien des Britanniques, 51 millions d'euros pour la sécurisation du tunnel sous la Manche. Ajoutez à cela des dépenses moins scandaleuses, mais délirantes vu la pauvreté de ce qu'elles ont généré: 18 millions d'euros pour le

fonctionnement du centre d'accueil Jules Ferry n'offrant qu'un repas par jour; 25 millions d'euros pour le Centre d'Accueil Provisoire constitué de containers spartiates sans l'ombre d'un point d'eau. Somptueuses et honteuses, ces dépenses ont dégradé l'image de la ville, tout comme celle de la République. Soyez certains que la crise n'est pas économique, mais morale. Entendre le contribuable, c'est à dire le citoyen de la République, c'est construire avec les migrants et oeuvrer enfin pour Calais, c'est faire de cette ville la capitale européenne de l'hospitalité.

L'économie suivra alors, c'est une évidence.

N.B.: Sans vergogne, nous avons demandé que soit créé un grand parc d'attractions en guise de mesure compensatoire de la crise des migrants pour Calais, tout en poursuivant les politiques d'hostilité nous enfonçant collectivement dans la boue. Pour ce parc nommé « Heroïc Land », nous avons réuni 275 millions d'euros en décembre dernier. Rompre avec la déraison, c'est investir ces moyens colossaux dans un projet susceptible de nous sortir enfin de la honte de nous-mêmes. Ce parc n'avait pour objectif que de nous en distraire ! J'ai donc renoncé à sa mise en oeuvre, et décidé d'investir ces 275 millions d'euros dans un chantier expérimental et ô combien plus crucial: l'hospitalité. Ainsi modifierons-nous radicalement l'image de Calais, ainsi apparaîtrons-nous réellement attractifs aux yeux du monde entier.

X.B.: L'argent du contribuable ne peut servir à humilier des hommes qui ont traversé l'horreur, et défigurer au passage notre territoire. Prétendant vous entendre, nous vous avons déshonorés.

Un élu de l'opposition calaisienne: Mais pourquoi construire avec les migrants une « cité », alors qu'ils veulent fuir vers l'Angleterre ?

F.H.: Quand sur le chemin, vous faites une halte dans un hôtel, au prétexte que vous ne souhaitez pas vous y établir, accepteriez-vous que l'eau y soit coupée, que de chauffage il n'y en ait point, que l'on vous reçoive à coups de matraques? Faire l'hospitalité, c'est non pas assigner à résidence celui que l'on accueille, mais offrir à celui-ci les moyens de poursuivre son chemin, voire de rester. Et c'est aussi avoir l'intelligence de saisir au passage un peu de sa richesse, de sa force, de ses rêves.

X.B.: L'Angleterre scintille aux yeux des migrants désabusés comme un ultime espoir. C'est un mythe nécessaire au regard de l'hostilité omniprésente qu'ils rencontrent, mythe dont les passeurs tirent d'ailleurs un bien large profit. Comment voulez-vous que les migrants envisagent vivre en France quand ils ne connaissent d'ici que l'épaisseur de la boue, le poids de la matraque, la haine de nos regards? La honte est là: nous sommes devenus indésirables.

N.B.: Malgré cela, des liens avec notre territoire se sont noués. Voyez Zimako Jones, créateur de l'Ecole laïque du chemin des dunes, voyez son implication avec tant d'associations, son désir de s'installer à Calais pour agir encore. Parce que nombre de calaisiennes et calaisiens ont oeuvré, créé des liens d'amitié, de solidarité, d'amour parfois, un véritable désir réciproque peut éclore, et l'horizon avec lui d'une vie commune enfin.



ATELIER PUBLIC DU PEROU #5

Communiqué publié sur le site du
Pavillon de l'Arsenal
LE 22 MARS 2016

«Les migrants et les réfugiés contribuent au tissu social, économique et culturel de leurs communautés d'accueil, qui les voient pourtant plus souvent comme un fardeau que comme un atout. Les études confirment que la migration dynamise les marchés du travail et génère une nouvelle demande en biens et services, tout en contribuant à l'innovation qui alimente les centres urbains.

Les migrants et les réfugiés peuvent devenir des acteurs clés dans le développement, la croissance, la résilience et la durabilité des villes et servir de ponts entre villes de destination et d'origine, grâce à leurs compétences et ressources de commerçants transnationaux, partenaires commerciaux, philanthropes et investisseurs».

«Migration et les réfugiés en zone urbaine»,
article 2 de Habitat III, Quito - Octobre 2016, Conférence
des Nations Unies sur le logement et le développement
urbain durable, notamment signé par la France.

ATELIER PUBLIC DU PEROU #6

Communiqué publié sur le site du
Pavillon de l'Arsenal
LE 5 AVRIL 2016

« Ce sont nos politiques d'hostilité qui, contraignant le développement du bidonville, le font demeurer comme situation indigne. Si nous considérons le bidonville autrement, si nous osions enfin accompagner ce qui s'y construit d'espaces comme de relations, alors nous apparaîtrait-il comme supplément de notre ville, non comme son envers. Telle est l'ambition de l'appel à idées « Réinventer Calais » : engager le bidonville sur le chemin de sa transformation ; faire de lui le ressort, y compris économique, de notre ville. »

Extrait de l'entretien que Natacha Bouchart, Maire de Calais, n'a pas donné, à paraître prochainement dans l'Autre magazine d'information de la Ville de Calais.



ENVISAGER

Publié sur la page Facebook du
PEROU
LE 7 JUIN 2016

Nous connaissons très précisément la violence des expulsions, les impasses qu'elles dessinent, la peur panique qui les anime, la déraison des politiques publiques dont elles relèvent.

Nous ne mesurerons pas encore la brutalité des prétendues solutions d'humanité qui s'inventent en contre feu. Leur programme est aujourd'hui publié: il est annoncé à Paris comme à Grande-Synthe que l'hospitalité au 21e siècle s'administrera, que l'encampement sera sa norme; il est acquis que l'architecte engagé se fera designer de camps, expert en innovations «modulaires», producteur d'espaces anti-urbains mais «dignes» parce que techniques et conviviaux, promoteur de dystopies frappées d'incontestabilité morale.

Toujours, il s'agit de traiter des corps en trop: au moyen, d'un côté, d'opérations militaires d'évacuation et de neutralisation du territoire; à la force, de l'autre, du déploiement massif de niches à la propreté clinique. Jamais nous ne considérons ces femmes, ces hommes, ces enfants comme des citoyens en plus. Jamais nous ne prêtons attention aux relations fragiles mais cruciales qu'ils ont tissées avec les riverains que nous sommes. Jamais nous n'imaginons cultiver les constructions infimes peut-être, mais vivantes assurément, qu'ici mêmes ils ont risquées.

Alors poursuivons-nous au PEROU notre travail systématique et appliqué de consigne de ce qui s'invente, s'affirme, se construit aujourd'hui à Calais. Tel est le sens de cet «Atlas d'une ville potentielle» que constitue la plateforme www.reinventercalais.org. Ainsi nous efforçons-nous de tracer un chemin en dissidence, de donner forme et pensée à une autre politique de l'hospitalité, de «Réinventer Calais» enfin.



SUIVANT L'HYPOTHÈSE QUE LES RÉFUGIÉS AUGMENTENT NOTRE RÉALITÉ URBAINE

Entretien publié sur le site
«Lumières de la ville»
LE 20 JUIN 2016

Lumières de la Ville: Parlez-nous de vos actions avec le PEROU, en particulier sur les villes informelles

Sébastien Thiéry: Le PEROU est un groupe de recherche qui œuvre sur des situations de vie caractérisées par la violence et l'hostilité, que collectivement, nous entretenons.

Qu'il s'agisse d'individus isolés comme les SDF, de populations dites «Roms» vivant en bidonville ou de migrants fuyant l'inhabitable, le PEROU travaille sur les formes d'urbanité que ceux qui n'ont pas droit au chapitre urbain inventent malgré tout, au mépris de l'hostilité qui prévaut.

En prêtant attention aux lieux de vie qui s'inventent à l'ombre de la ville légale, en documentant les constructions qui s'y déploient, les rêves qui s'y affirment, les interactions avec la ville qui s'y jouent, nous cartographions des formes d'habitat non repérées comme telles. En prenant soin de celles-ci, en travaillant à leur accompagnement, à leur amplification, nous suivons l'hypothèse que construire vaut mieux que détruire pour répondre aux questions que ces situations de crise nous posent.

En partant de l'existant, nous affirmons la nécessité de considérer l'inscription dans le territoire des personnes en question, contredisant les récits de la catastrophe permettant de les considérer «hors-sol», sans ressources et sans attaches, autorisant alors toutes les procédures d'éloignement, de déplacement, de placement.

Nous refusons l'idée commune qu'il s'agisse là de corps en trop, à prendre en charge. Nous nous efforçons de faire entendre que vivent là des habitants en plus, dont les interactions avec la ville qualifient, nourrissent et embellissent potentiellement celle-ci. Nos actions visent ainsi à faire apparaître ces richesses invisibles, à donner la mesure de la fécondité des relations sociales, politiques, commerciales, architecturales, qui se multiplient, en contre-feu des procédures de déni qui prévalent. Le PEROU cherche à renverser les représentations, à réformer la langue.

Car notre langue est aujourd'hui d'une pauvreté infinie, inapte à rendre compte de l'épaisseur de l'expérience, de la singularité de ce qui a lieu.

Que veut encore dire «informel», quelles formes habitées de la Jungle ne le seraient pas assez pour demeurer officiellement «sans forme»? Que veut encore dire «pérenne», argument servant à disqualifier non ce qui ne dure pas mais ce qu'on ne veut voir durer, quand le Forum des Halles à Paris ne dure pas 30 ans, et quand l'architecte nous livre du bâti avec une garantie seulement décennale? Que veut dire encore «nomade», quand on accepte de penser que les sédentaires que nous prétendons être changent d'innombrables fois de lieu de vie durant leur existence? Trimbaler ces éléments de langage c'est nous assurer de ne rien comprendre à ce qui a lieu à Calais aujourd'hui, c'est demeurer empêtrés dans nos impasses, et ne répéter que des solutions abstraites dont la violence résulte d'abord du fait qu'elles méprisent l'expérience des hommes dont elles sont censées régler les problèmes. Notre langue aujourd'hui écrase la Jungle, avant même que les bulldozers ne passent sur les constructions qui la composent.

Ldlv: Vous avez lancé l'appel à idées Réinventer Calais avec la parution d'un faux journal municipal. Quel objectif ces deux initiatives visent-elles?

S.T.: L'autre journal municipal de la Ville de Calais, réalisé en collaboration avec le designer Malte Martin et distribué en avril à 12 000 exemplaires dans les rues de la ville, rend compte de ce qui s'invente, s'affirme, se construit dans et autour de la Jungle.

A la lisière entre réalité et fiction, il prête aux acteurs publics une autre voix, à leur action une autre perspective, constructive et hospitalière enfin. Il s'ouvre ainsi par «L'édito que la maire de Calais n'a pas écrit», qui pose implicitement la question du caractère vraisemblable d'une autre politique, et qui démontre en négatif combien est invraisemblable la politique aujourd'hui conduite: violente certes, mais aussi outrageusement dispendieuse, et n'offrant aucune autre perspective que la reconduction du bidonville un peu plus loin.

Néanmoins, nous essayant à tenir un discours qui n'est pas tenu, nous éprouvons en même temps la difficulté d'occuper cette place d'acteur public confronté à la complexité de la situation calaisienne: il ne s'agit pas de donner des leçons, encore moins d'insulter ou d'invectiver, mais d'essayer de frayer le chemin à une pensée de l'action qui puisse s'entendre aux oreilles de tous les acteurs concernés, des Calaisiens y compris.

L'appel à idées Réinventer Calais, énoncé dans les pages de cet autre «Calais Mag», prolonge cette volte-face fictionnelle des acteurs publics: sur la base d'un autre regard sur ce qui a lieu, il porte une autre vision de ce qui pourrait avoir lieu demain. Il raconte que Calais pourrait devenir le lieu d'un chantier manifeste, d'envergure internationale, donnant à la ville le rang de capitale européenne de l'hospitalité. Il est à l'endroit précis où se déroule l'action du PEROU qui, ici comme ailleurs, cherche à déclencher des processus de construction, et se place donc juste après la violence, et juste avant

le projet, comme agent-rotule d'une bascule qui nous paraît non seulement nécessaire, mais possible.

Les exemples précèdent notre démonstration: dans la Jungle, l'École du chemin des dunes construite par Zimako Jones, réfugié nigérian, est devenue si puissante que le rectorat a mobilisé deux enseignants afin d'y dispenser les cours.

Rendre aussi puissants les théâtres, les lieux de culte, les commerces, les lieux de rencontre, qui se sont construits en un an à peine c'est viser ce même processus de renversement des évidences, et des politiques publiques avec. En somme, ce sont les réfugiés eux-mêmes qui sont les chercheurs que nous nous efforçons d'être, qui construisent les conditions d'un autre avenir, et formulent les utopies de demain que nous nous efforçons de faire advenir.

Nous sommes d'abord là pour consigner ce travail inouï, pour nous en inspirer, et pour apporter nos moyens de représentation et d'action pour en prolonger la perspective, pour éviter que barrage soit dressé sur le chemin de ces inventions.

Car c'est ce qui aujourd'hui a lieu: on détruit, expulse, mobilise des forces de l'ordre et hérisse le territoire de barbelés et, pour détourner le regard de cette faillite de la pensée, on programme la création d'un parc d'attraction à 275 millions d'euros, nommé qui plus est «Heroic Land». Ce projet, soutenu par le Fonds national de développement et aménagement du territoire, est présenté comme une «mesure compensatoire» pour la ville de Calais eu égard à la crise migratoire qu'elle connaît. Pour 30% de cette somme délirante, nous pourrions mettre en œuvre 9 grands projets d'accueil, ce qui serait une autre manière de répondre à cette crise là...

Ldlv: Vos actions se rapprochent-elles de celles de Médecins sans Frontières, de Actes et Cités et des étudiants de l'école d'architecture de Belleville qui œuvrent à la construction d'un camp humanitaire à Grande Synthe?

S.T.: C'est un chemin bien différent que nous entreprenons. D'abord, nous refusons de céder à l'urgence, et aux grands gestes relevant de la gestion de crise: prendre soin de ce qui s'invente, s'affirme, se construit, c'est accueillir ces situations en considérant ce qu'elles peuvent apporter à la collectivité, et non «prendre en charge» les personnes comme un fardeau auquel il faudrait consentir pour des raisons morales. Ensuite, cet encampement, tout humanitaire soit-il, se construit contre la raison urbaine, et décline hors-la-ville les personnes que l'on dit accueillir, alors qu'il faudrait cultiver l'urbanité que leur rencontre avec le territoire a fait se développer, les liens créés avec la ville de Calais ou de Grande-Synthe, avec les associations, avec les riverains, tous ces éléments sensibles qui font précisément l'humanité d'une situation.

Laissant la situation s'embourber à Grande-Synthe, et déplaçant enfin, juste avant explosion, les personnes sur un terrain en lisière de la ville, entre voie ferrée et autoroute, témoigne du peu de soin porté à l'humanité précisément. Enfin, l'architecte se précipite là en faisant valoir ses solutions parfaitement techniques, comme si le problème était de cet ordre là. Nous savons faire des modules de toutes sortes depuis des décennies, des niches en plus pour des corps en trop, des boîtes à migrants de toutes les couleurs ! L'architecte-designer de camps ou de modules, tout écologiques ou conviviaux soient-ils, nous détourne avec ses images et ses gestes frappés d'incontestabilité morale de la question centrale: celle de la ville qu'il nous faut construire ensemble, habitants provisoires que nous sommes tous, migrants comme prétendument non migrants.

Qu'ils soient faits de toile, de containers, ou de modules en bois flanqués en ligne ou en rond, ces camps ne relèvent pas d'une politique de la ville, mais d'une gestion de crise qui produit des formes d'hétérotopies sans avenir, des enclaves de territoire et de pensée qui ne nous font pas avancer d'un pouce sur la question qui reste la nôtre: comment vivre ensemble ?

Ldlv: Si j'ai bien compris, vous dénoncez la délocalisation et prônez l'accompagnement de la construction des camps à leur emplacement d'origine, en y apportant des structures en dur, des sanitaires, des «équipements» etc... Mais un campement est un lieu de transit. Comment penser une ville où l'on ne reste pas? Et si au lieu de penser l'escale nous pensions l'enracinement ?

S.T.: Il n'y a aucune fatalité au passage comme à l'enracinement. Il n'y a que des femmes, des hommes, des enfants dont le destin est frappé d'incertitude et qu'il nous faut savoir accueillir comme s'ils étaient nos parents ou nos voisins, ce qu'ils sont de facto. Le destin se reconfigure éventuellement à l'aune de la qualité de l'accueil, et la nécessité de passer à tout prix peut s'altérer si on est reçu autrement que par la matraque. La possibilité de passer plus facilement peut aussi s'envisager si, ici-même, l'on en vient à vivre mieux, à développer une économie, à accéder à ses droits, à tisser des liens d'entre-aide et d'amitié. Dans la Jungle, une économie se déploie, des relations humaines puissantes se tissent, des écoles s'inventent, des métissages viennent à éclore. Détruire tout ceci c'est anéantir les ressources constituées aujourd'hui pour vivre autrement demain.

Chassons la boue, non les hommes ! Investissons 150 000 euros par jour dans des services publics dans la Jungle, non pour mobiliser 16 unités de forces mobiles dans la ville ! Embellissons les écoles, ouvrons des théâtres, prenons soin de ce qui s'invente à l'interface entre la ville et le bidonville ! Ainsi, une toute autre vision de la situation nous apparaîtra, ainsi nombre d'autres issues à la crise se dessineront. Parions sur la liberté, plutôt que sur la répression, concédons que nos solutions abstraites et normées n'en sont pas, et expérimentons ! Sans doute, une nouvelle urbanité, une nouvelle économie, une nouvelle école, de nouvelles pièces de théâtre en émergeront. Et un nouvel avenir, ici ou ailleurs, pour les personnes concernées. Ce n'est pas un hasard si le paysagiste Gilles Clément est président du PEROU. Son art du «jardin en mouvement» repose sur l'accompagnement de la nature et du temps ainsi que sur un savant «laisser faire» plutôt que sur une féroce «lutte contre» (les espèces invasives ou indésirables). «Faire le plus possible avec, le moins possible contre» pour donner au jardin des allures de friche fertile, c'est l'idée que nous nous faisons de la ville.

Ldlv: Paris accueille également des camps, dans lesquels le renouvellement est plus rapide et qui sont inlassablement démantelés. Quelles préconisations formuleriez-vous ?

S.T.: A Paris, avec les migrants, se sont tissées mille relations, plus ténues, moins observables, plus récentes aussi. Les élans de solidarité des riverains et des commerçants pour approvisionner les migrants en vêtements, en tentes et en repas chauds s'additionnent à l'investissement des associations de soutien. Des relations d'amitié se sont nouées, le sentiment d'attachement est manifeste. Comme ailleurs pourtant, ce qui s'est si fragilement construit à Stalingrad puis à Eole a été balayé d'un coup d'engin, mobilisé là, bien entendu, pour des «raisons humanitaires».

Comment ne pas tenir compte de tout ce qui s'est construit autour des lycées Jean-Jaurès et Jean Quarré, comment ne pas considérer le pouvoir d'action et d'invention de ceux qui accompagnent au quotidien les migrants, comment ne pas constater que les parisiens construisent aussi Paris en accueillant des réfugiés? Ce sont ces gestes, ces actes, ces constructions matérielles et immatérielles qui font le fondement de la ville à venir. Au mépris de cela, c'est la mise en camp qui est programmée, comme si de ville il n'en était pas question en ces situations dites «intolérables».

C'est que à Paris, comme à Grande-Synthe ou à Calais, il apparaît intolérable que la ville prolifère, s'invente, s'improvise, et en vienne à s'avérer plus puissante que la ville planifiée, normée, réglée.

Ainsi déploie-t-on des efforts extravagants pour contenir (par le conteneur), neutraliser (par le camp), contrôler et infantiliser (par la prise en charge spécialisée). A Paris, plutôt que faire des camps, nous devrions mobiliser les milliers de logements vacants voisinant ceux des riverains solidaires, au cœur donc de l'écosystème qui s'est développé ces derniers mois, et transformer et relier ces espaces pour les faire apparaître telle une constellation vive, tel un haut-lieu diffus dans la ville. Plutôt que de «libérer» les espaces publics de Stalingrad ou de Jaurès, nous devrions cultiver ce que ces extraordinaires mouvements de solidarité ont enfanté, et donner forme à de nouveaux équipements collectifs permettant de garder vives les relations déjà tissées: théâtres éphémères, antennes des associations, lieux d'information, de ressource, d'orientation, espaces d'exposition et de récit de ce qui a eu lieu, de ce qui a fait lieu.

L'enjeu reste toujours pour le PEROU de savoir reconnaître ce qui au milieu de la crise n'est pas la crise, pour lui faire de la place, et cultiver ainsi d'autres espaces communs, d'autres villes que ce qui nous en tient lieu aujourd'hui, à savoir de l'espace de contrôle et de gestion des corps, finalement toujours en trop.

CONSIDÉRANT CE QUI S’AFFIRME

Sciences et politiques dissidentes du PEROU dans camps, bidonvilles et refuges de France.

Entretien pour la revue Multitudes
LE 15 JUILLET 2016

Le PEROU - Pôle d'Exploration des Ressources Urbaines - se définit comme « un laboratoire de recherche-action sur la ville hostile conçu pour faire s'articuler action politique et action architecturale en réponse au péril alentour ». L'association présidée par le paysagiste Gilles Clément veut renouveler savoirs et savoir-faire sur les situations de crise, esquissant le programme de leur dépassement par des actes de création. En bientôt 4 ans d'existence, le PEROU est intervenu sur différents terrains: dans des bidonvilles à Ris-Orangis et Grigny; à Paris avec un collectif de sans-abri pour concevoir des projets expérimentaux d'accueil dans les interstices de la capitale; en Avignon avec le Collectif d'Action des Sans-Abri pour transformer la friche industrielle de l'ancien Tri-Postal en centre culturel habité; à Arles pour inventer d'autres manières d'habiter la ville en collaboration avec des familles roumaines en occupant les lisières. Avec huit groupes de recherche et huit photographes, il œuvre aujourd'hui à Calais suivant l'hypothèse que construire vaut mieux que détruire pour répondre à la dite « crise des migrants ». A la force d'actes de documentation, il cherche à élaborer la pensée comme le programme d'une « politique de l'hospitalité » d'abord attentive à ce qui se construit, s'invente, s'affirme à l'interface entre la Jungle et la ville.

Pour Multitudes, le géographe Luc Gwiazdzinski s'entretient avec Sébastien Thiéry, politologue et coordinateur des actions du PEROU.

Luc Gwiazdzinski: Vous citez Italo Calvino en tête de votre Manifeste: « L'enfer des vivants n'est pas chose à venir; s'il y en a un, c'est celui qui est déjà là, l'enfer que nous habitons tous les jours, que nous formons d'être ensemble. Il y a deux façons de ne pas en souffrir. La première réussit aisément à la plupart: accepter l'enfer, en devenir une part au point de ne plus le voir. La seconde est risquée et elle demande une attention, un apprentissage, continuel: chercher et savoir reconnaître qui et quoi, au milieu de l'enfer, n'est pas l'enfer, et le faire durer, et lui faire de la place ». Pourquoi prenez-vous ce risque ?

Sébastien Thiéry: Prendre le risque de faire de la place à ce qui s'invente s'avère, à terme, moins risqué que demeurer crispé sur ce qui dépérit sous nos yeux. S'éveiller au monde qui vient plutôt que se laisser entraîner par la chute de celui qui se meurt, tel est l'enjeu. Peut-être connaissons-nous un moment historique d'extinction d'un monde (de savoirs, de représentations, d'actions), nous mettant face à la nécessité de nous en défaire pour en faire advenir un nouveau. Il en irait alors d'une responsabilité majeure: quelles perspectives d'avenir léguons-nous à nos enfants permettant de leur faire entendre qu'ils n'arrivent pas trop tard ? Nous pouvons aussi faire l'hypothèse plus vraisemblable qu'il n'en a jamais été autrement, et que se pose aujourd'hui une question vieille comme le monde, toujours d'actualité: comment faire le deuil de la croyance en la permanence des récits, des formes, des lieux ? En l'occurrence pour le PEROU, il s'agit de prendre très au sérieux ce qui s'invente en marge de la fabrique officielle de la ville, dans bidonvilles, camps, refuges en tout genre, faisant l'hypothèse qu'il s'agit là de centralités de demain, qu'on le veuille ou non. Les bouleversements économiques, politiques, écologiques, nous annoncent en effet la multiplication de formes d'habitat que nous jugeons aujourd'hui anormales. Appartenir au monde qui se meurt, c'est ne voir dans ces situations que des formes de pathologie, des symptômes d'un dérèglement. C'est alors redoubler d'efforts pour détruire, éradiquer, neutraliser, et faire ainsi féroce ment perdurer le récit de la planification urbaine et le système de production qui l'organise. Appartenir au monde qui vient c'est prendre soin de ce qui s'affirme et s'invente ici-même, au mépris de la science et de l'administration urbaine, de la police de l'espace, de la gestion contemporaine des corps et de leurs mouvements. Alors, en dissidence, nous nous efforçons de « jardiner » ces formes d'habitat hors-la-loi mais inscrites dans des contextes sociaux, politiques, économiques, territoriaux. Alors nous nous efforçons de les accompagner aussi loin que possible, pariant sur la puissance d'avenir qu'elles recèlent et que nos postures prétendument rationnelles ne nous permettent pas de repérer. En reconnaissant d'abord que la création d'un bidonville est aussi une bonne nouvelle: ici-même, dans la clairière, un habitat s'invente plutôt que rien.

Rappelons que le président du PEROU n'est autre que Gilles Clément, jardinier de « la vie qui toujours invente », pour reprendre le titre de sa dernière exposition. Tout commence, chez ce concepteur de « jardins en mouvement », par un geste d'accueil, un élan d'hospitalité, un pari d'avenir. Tout, chez lui, vient de la conviction qu'un jardin vif et puissant ne saurait germer d'un décret élaboré hors-sol, mais s'avère bien plus assurément le fruit d'un compagnonnage avec l'existant. Au milieu du bidonville, des désirs s'affirment malgré tout, des danses et des rêves, des constructions discrètes ou monumentales. En un mot une urbanité s'esquisse qu'anéantissent les bulldozers tout autant que les plans d'urgence de placement, déplacement ou d'encampement. Porter toute notre attention à cet existant qui est l'œuvre de femmes, d'enfants et d'hommes, en prendre soin, lui faire de la place en l'accompagnant, l'augmenter en le magnifiant: ainsi définissons-nous la politique du PEROU, habités que nous sommes par les enseignements de notre jardinier de président. C'est que Gilles Clément

est également théoricien du « Tiers paysage ». Dans son manifeste éponyme, il s'en réfère au « Tiers-Etat » tel que défini par l'Abbé Siéyès: comme un acteur invisible qui s'avère la force politique de demain. Faire de la place à ces « villes invisibles » que sont les bidonvilles d'aujourd'hui, c'est donc à nos yeux « ménager le futur », selon les termes du jardinier toujours.

L.G.: La description que vous faites du développement métropolitain est apocalyptique! Il contribuerait à l'exclusion urbaine voire la nourrirait. Est-ce vraiment si grave ?

S.T.: L'entreprise métropolitaine est une opération de nettoyage de tout ce qui menace de ne pas être productif. Nombre d'entre-nous sont repérés comme d'inaptes agents de la métropolisation, comme « corps en trop » dont il faut gérer la présence anormale afin qu'elle ne trouble le récit d'un développement radieux, d'une croissance infinie. Voyez les rêves d'urbanistes et d'architectes contemporains projetés dans les revues luxueuses de ces corporations: du sol au plafond, en pleine page, rayonne une propreté clinique parsemée de quelques silhouettes filiformes de « city-users ». Dans ce théâtre silencieux, nulle place pour le vieil homme au repos, le réfugié sans le sou, le chômeur en fin de droit, pour celles et ceux dont le désir de vivre et de ville n'a aucun sens aux yeux de l'architecte en chef comme du promoteur aux manettes. En même temps, il faut sans doute à celles et ceux qui contribuent au développement urbain et se reconnaissent dans ce profil de « city-users » le récit toujours menaçant d'une chute, d'une déchéance, d'une errance insensée. Ces rebuts humains, leur figure grimaçante et leur cloaque sans avenir, sont peut-être nécessaires à l'ardeur de celles et ceux qui pourraient n'avoir aucune autre raison de tenir et produire que celle de se distinguer de ces indésirables. Cette opération sacrificielle fonctionne à plein régime, et il serait tout à fait contre-productif que le cloaque devienne vivable, que la figure se mette à sourire, qu'à distance de la scène exposée dans ces magazines de luxe l'on se mette à jouir. C'est précisément ce qu'au PEROU nous cultivons.

Voyez à Calais: les pelleteuses ont en janvier dernier détruit la dite « zone sud » de la Jungle, alors que celle-ci prenait l'allure bien trop manifeste d'une urbanité vive avec ses écoles, ses théâtres, ses restaurants, ses boîtes de nuit, ses boulangeries. Chacun le sait: nous détruisons les bidonvilles non pour le bien de leurs habitants, mais parce que leur organisation menace l'entendement de nous autres, habitants de la ville alentour. Voyant les personnes reconstruire dans la douleur

quelques centaines de mètres plus loin, le militant indigné croit détenir là la preuve que l'action de la pelleteuse ne sert à rien. Il convoque alors la presse à l'endroit du nouveau chantier boueux, fait témoigner le pauvre « sans solution », comme s'il s'agissait d'une faille dans le récit dominant. C'est qu'il ne voit pas la fonction sacrificielle à l'œuvre, l'utilité du passage féroce de la pelleteuse et de la détresse exposée de ceux que l'on expulse. Ce qui est intolérable pour la collectivité, c'est que dans la Jungle l'on construise des écoles, crée de l'économie, danse et fasse l'amour. Ce qui est intolérable pour nous autres, c'est qu'ici même l'on en vienne à renoncer à la plainte, à faire prendre à la vie d'autres formes que celle dûment administrée. Voilà ce qu'au PEROU nous nous efforçons de cultiver. Pour ce faire, il suffit d'être nouvellement attentif aux gestes de celles et ceux qui œuvrent au quotidien : les dits « migrants » qui construisent et habitent plus que de raison, organisent l'espace à la force de paroles liturgiques, le dessinent d'un geste plein d'espoir ; les dits « bénévoles », cette foule européenne occupant nuit et jour Calais pour construire avec une détermination inaltérable et une folie rare. Voilà qui dessine un horizon enthousiasmant, bien davantage même que la solution abstraite de l'hébergement pour tous : à Calais, une ville planétaire nous apparaît en puissance, urbanité essentiellement portée par la nécessité d'œuvrer ensemble, manifestation d'une Europe solidaire comme jamais peut-être nous l'avions imaginée.

L.G. : Avec le PEROU vous intervenez avec des architectes, des géographes, des urbanistes, des artistes dans différentes situations. Pourquoi utilisez-vous ce mot « situation » ?

S.T. : Parce que les situationnistes et leurs émules nous ont appris à nous approcher de la ville en déplaçant le regard, en récusant l'ordre d'un savoir qui déréalise le monde et tend à dévitaliser la subversion qui seule en vérité l'anime. Parce que les crises se donnent à nous accompagnées de récits monumentaux nous acculant à la tétanie : sous nos yeux se déclareraient le problème des migrants, des Roms, du capitalisme mondialisé ou de grandes manœuvres inaccessibles. Faire face aux grandes crises du monde contemporain c'est, aussitôt, se retrouver frappé d'impuissance, ne pouvoir se saisir de notre capacité d'agir, ne savoir en mesurer la portée. A Calais, nous ne travaillons pas « le problème des migrants », mais la question d'une urbanité du 21e siècle produite par 77 000 habitants, dont un dixième parvenu récemment de régions lointaines et enflammées du monde. Démonter pour remonter in situ le récit de ce qui a lieu, construire les questions qui se posent ici-même au mépris de ce que nous en apprennent les éditorialistes nationaux, engager des processus de projet avec les acteurs locaux là où ne dominent que des perspectives de rejet, tel sont nos enjeux, modestes par définition. Ainsi travaillons-nous à une casuistique des crises, et visons-nous à élaborer une forme de jurisprudence, c'est à dire à apprendre d'une situation pour en entreprendre une autre. Non avec l'idée qu'un vaste problème peut se régler. Mais avec la conviction qu'un travail soigné sur les territoires où ledit problème se manifeste, à hauteur de femmes et d'hommes que nous sommes, peut faire s'étioler le dit « grand problème de société ».

Il est frappant de découvrir combien, dans un territoire comme celui de Ris-Orangis par exemple, les quelques acteurs concernés par un bidonville s'affrontent avec une violence inouïe en mobilisant d'innombrables grands principes du droit notamment. Construisant une « Ambassade du PEROU » au beau milieu dudit bidonville tel un organe diplomatique visant à dépasser ce rapport de force constitué en rapport de farces, donnant forme de réalité concrète à des nécessités en droit en mettant le site hors-boue, en dératissant les lieux, en sécurisant les baraques, faisant apparaître sur la scène de la controverse d'autres acteurs en décrétant le chantier ouvert et joyeux, nous avons finalement rendu autrement pensable la situation. Pendant plus de 10 ans, ces familles dites « Roms » avaient été expulsées de toutes parts en Essonne par des acteurs plaidant à qui mieux mieux leur irresponsabilité et l'insondable profondeur de la crise. En trois mois de travail, nous avons fait se déclencher des processus qui allaient conduire Mairie, Conseil Général et Etat à mettre en œuvre des projets d'accueil toujours actifs aujourd'hui. En situation, comment traduire les grands principes de droit internationaux comme nationaux ? En situation, comment porter notre attention à tous les acteurs de la scène, aux intérêts divergents, aux rêves si distancés, aux espaces comme au temps sans commune mesure ? En situation, comment œuvrer en médiateur, et faire ainsi de la politique, en prenant le verbe au mot, et en suivant toujours le chemin de la construction, considérant qu'à l'opposé ne se présente que déroute. Et comment faire

alors école, c'est à dire jurisprudence au delà de la situation considérée ? Telles sont les questions qui résident au cœur des projets du PEROU.

L.G. : Quelle est la place des artistes dans votre plateforme et sur vos projets ? Vous sentez-vous géo-artiste ?

S.T. : Les actions du PEROU consistent en des œuvres de création : avec de multiples créateurs, dans les rangs desquels nous plaçons aussi le sociologue, l'anthropologue, le géographe, nous élaborons des histoires dissidentes. Notre nom en témoigne : nous partons bien d'une fiction et, usant de ce ressort, entendons bousculer ledit « réel ». Pour mieux l'exprimer peut-être, nous imaginons ce qui est, et qu'un certain réalisme écrase. Pour ce faire, nous mobilisons de multiples créateurs afin de démultiplier les actes de représentation, comme pour faire se lever de nouvelles perspectives. Le photographe, le plasticien, le metteur en scène ou le musicien nous accompagnent tout autant que le chercheur en sciences humaines, et ensemble nous œuvrons comme on frappe le sol, pour en faire advenir de nouvelles histoires. Voici ce que pourrait être un géo-artiste non ? Une sorte de chaman contemporain, se mêlant des affaires de la cité, insufflant dans les dossiers fades et sans poésie des experts en ces matières d'autres créations que celles que nous servent ceux-ci : de lourds ballets de pelleteuses, de la littérature juridique indigeste, des discours prévisibles toujours. Parce qu'il nous faut tout réinventer, à chaque fois. Notre langue y compris.

En avril dernier, nous avons publié un faux magazine municipal de la Ville de Calais, distribué à 20 000 exemplaires dans les rues de la ville notamment. Conçu en collaboration avec le designer Malte Martin, à partir de documents constitués par les huit équipes de chercheurs et huit photographes dont nous coordonnons les travaux depuis octobre 2015, ce « Calais Mag » s'est infiltré sur la scène publique pour raconter une tout autre histoire que celle ressassée jusqu'alors. Il ne s'agissait pas d'une œuvre artistique inspirée du « problème des migrants » et présentée pour « sensibiliser » le public, mais d'un acte de fiction projeté dans le réel pour en déranger les plans. Dans ces pages, les Calaisiens pouvaient lire « l'éditorial que n'a pas écrit la Maire de Calais » tout comme « l'entretien qui n'a pas eu lieu avec François Hollande et Xavier Bertrand » : autant de paroles vraisemblables, parce que d'abord fondées sur un véritable travail de recherche, faisant état d'une volte face de l'action publique et annonçant la mise en œuvre d'une

ambitieuse politique d'hospitalité. En contre-champ, ils pouvaient comprendre le caractère invraisemblable des politiques publiques conduites aujourd'hui, la gabegie financière, la violence faite à des héros des temps modernes, le gâchis généralisé. L'enjeu n'était cependant pas de déplorer ou dénoncer, mais de défendre l'idée que l'on peut encore créer : comment faire contre-feu par l'affirmation, comment fonder une radicalité politique au delà de l'invective ou de l'affliction, comment penser l'acte de résistance comme un acte de création ?

L.G. : Quels liens faites vous entre vos interventions in situ et celles d'autres artistes qui interviennent dans l'espace public de nos villes notamment dans le cadre de la ville événementielle ?

S.T. : Nos actions ne consistent pas à distraire le public par l'exposition des problèmes des migrants : les médias dominants s'en chargent. Notre travail, armé notamment des outils des artistes, photographes, graphistes, architectes, se veut un moyen de recherche pour comprendre le monde que ces situations construites par migrants et citoyens solidaires nous proposent et que collectivement nous nions. L'art est fondamentalement un moyen d'exploration, et de représentation, l'enjeu étant de rendre autrement présent au monde ce qui a lieu. L'entertainment urbain, de facture artistique ou architecturale, dressé sur place publique au nom de la convivialité, ne m'inspire par contre rien qui vaille. L'esthétique de la palette, toute sympathique soit-elle, demeure inoffensive, risquant de se dissoudre bientôt dans une simple attitude : celle du jeune collectif de religion participative ne bousculant rien de l'ordre du monde qui se meurt. Y réside, me semble-t-il, un grand fond de mélancolie que ne partage pas le PEROU.

Les situations où nous œuvrons sont d'abord des situations de violence, et notre travail consiste à faire front par la production de formes et de récits visant à en défaire les logiques et les ressorts. Nous ne nous interdisions pas l'usage de la palette, mais c'est bien de livrer bataille dont il s'agit. Toujours, il s'agit de frapper le sol de ces champs de batailles pour faire retentir la puissance de celles et ceux que l'on accule à la défaite. Parfois, l'artiste s'impose comme notre plus sûr éclaircisseur : nous avons invité Israël Galvan à danser dans le bidonville de Ris-Orangis après avoir accueilli le metteur en scène Didier Galas dans l'Ambassade du PEROU ; nous avons invité les artistes et architectes italiens du collectif Stalker à construire un cinéma dans le bidonville de Grigny ; nous avons programmé de nombreux musiciens et compagnies théâtrales dans l'ancien Tri-Postal d'Avignon ; nous avons invité des photographes à exposer dans un bidonville d'Arles pendant les Rencontres de la photographie ; à Calais, ce sont huit photographes qui nous accompagnent auxquels, avec le soutien du Ministère de la Culture, nous avons passé commande d'images en contre-feu de l'iconographie dominante et mortifère qui ecamote ce qui a lieu, étouffe ce qui fait lieu. En situation, l'action artistique comme architecturale programmée par le PEROU cherche à opérer un retournement de notre carte mentale, sinon légale, faisant apparaître de

nouveaux hauts-lieux, et celles et ceux qui les habitent comme de véritables co-producteurs de notre urbanité contemporaine.

L.G.: Vous vous définissez parfois comme «fabricants d'hospitalité» et vous mettez la question de l'accueil au centre de vos réflexions en citant le «droit à la ville».

S.T.: Assurément, c'est à des formes et pensées d'une politique de l'hospitalité que nous travaillons, essayant, situation après situation, d'en muscler la définition. C'est stupéfiant ce que cette notion paraît de nos jours molle et sucrée, alors que toute expérience collective relève en ses fondements de ceci: d'un acte d'hospitalité. Comment saisir de nouveau la force de ce simple mot, son épaisseur de charpente urbaine et politique? Alors que la Mairie de Paris mettait en œuvre son «Réinventer Paris» telle une opération de promotion de l'architecture contemporaine avec bénéfiques communicationnels à la clé, nous organisons en 2014 «Le Paris de l'hospitalité» avec un collectif de sans-abri. Partant de l'expertise constituée par ces habitants hors-normes aptes à faire apparaître les potentialités de refuges et de solidarité de la ville, nous lançons un appel aux artistes et architectes afin de donner formes concrètes à ces savoirs. Dix projets faits lauréats par un jury composé pour moitié de sans-abri sont issus de cette consultation. Ils consistent tous en un art de faire l'accueil qui augmente la réalité urbaine, et non comme autant de dispositifs hétérotopiques de prise en charge de personnes prétendument démunies de tout. Nous avons déposé ces projets sur le bureau de la Mairie de Paris qui n'en a rien retenu: un an et demi plus tard, Anne Hidalgo annonce la création d'un camp pour migrants, sans articulation aucune avec la ville alentour, sans attention particulière aux savoirs et savoir-faire de celles et ceux auxquels elle est destinée, sans considération de la puissance d'agir et d'invention des innombrables parisiens mobilisés depuis des mois pour la défense des migrants. La défaite réside dans l'incapacité de la Mairie à reconnaître que ces parisiens ont des mois durant, à même le bitume, dans des squats multiples, sur des places publiques, construit Paris bien davantage que ne le feront les équipes d'architectes innovants sélectionnés pour «Réinventer Paris».

L.G.: Quels types de «tactiques urbaines» utilisez-vous pour tenter de fabriquer l'hospitalité «tout contre la ville hostile?»

S.T.: Le fondement de nos tactiques réside dans une discipline élémentaire: l'attention. Défaire les fables qui nourrissent les actes de violence répétés c'est prêter attention à la singularité et à l'épaisseur de chacune des situations, aux innombrables Calaisiens qui ne savent pas prendre position dans la controverse parce qu'elle est immensément complexe, aux ressources qui germent de relations peut-être difficiles, mais familières, avec les dits «migrants», à ce qui regorge de promesses dans l'épaisseur d'un quotidien jamais diagnostiqué, parce que banalement quotidien. Ici-même, loin des récits du désastre, s'affirme, s'invente, se crée une urbanité. Faire retentir cette urbanité, l'amplifier, et retourner ainsi les évidences, telle est peut-être la définition la plus élémentaire de nos actions. Ainsi, avec l'équipe de sociologues animée par Antoine Hennion, nous avons travaillé à décrire l'expérience quotidienne des Calaisiens rencontrant bon gré mal gré des migrants dans leur ville. S'ils votent Front National à plus de 50% aux dernières élections, ces habitants trahissent dans leurs gestes infimes, leurs paroles en off, leurs regards intimes, des attitudes porteuses d'avenir, parce que témoignant d'un vivre ensemble que les bouleversements du monde, de facto, nous conduiront demain à mettre en œuvre. Ces perspectives, nous les avons notamment consignées dans l'autre «Calais Mag», exposant aux Calaisiens un portrait enfin élogieux, en rupture avec les récits officiels narrants une exaspération généralisée et une hostilité de tous les instants.

L.G.: Quels résultats? Quels impacts? Vos interventions sont par nature temporaires, éphémères face à des mécanismes plus lourds et pérennes? N'est-ce pas utopique? L'imaginaire peut-il suffire face aux bulldozers?

S.T.: Nous oeuvrons dans le temps longs, méprisant l'urgence, les dramaturgies politiques en vigueur, et donc le passage du bulldozer qui, lui, n'est qu'éphémère. Le bulldozer n'a pas d'imagination: il ressasse, n'invente rien. Nous expérimentons, construisons, consignons, écrivons, et versons des pièces au dossier du monde qui vient, en nous questionnant constamment sur l'archive que nous constituons et sur les modalités de sa publication. Nous entendrons alors demain combien la migration constitue une force culturelle et collective extraordinaire, et combien Calais est passée à côté de son destin de capitale mondiale de l'hospitalité. Ce destin est décrit dans le «Calais Mag», et apparaît sans doute comme une fable, comme un récit imaginaire. Demain, d'autres villes que Calais s'empareront de ce destin, et nous rappelleront donc qu'une utopie n'est pas l'envers du réel, mais ce qui n'a pas encore force de réalité.

L.G.: En présentant votre projet sur Calais vous dites que la «New-Jungle» n'est pas une marge, mais un centre à venir. Son démantèlement récent est-il une défaite?

S.T.: Le démantèlement de la Jungle est une défaite pour les acteurs publics l'ayant mis en œuvre. Défaite morale: terroriser des femmes et des hommes qui ont vécu ce qu'ils ont vécu n'est pas glorieux. Défaite financière: chaque jour depuis fin septembre 2015 nous dépensons 150 000 euros pour la seule mobilisation des forces de l'ordre à Calais. Défaite politique: être à ce point aveugle à ce qui fait la puissance de Calais, ville-planétaire en puissance, peuplée non seulement de «migrants», mais aussi de milliers de militants et bénévoles venus de toute l'Europe, est la marque d'hommes politiques parfaitement insignifiants. Nulle vision n'est à l'oeuvre, seule gouverne la peur, c'est à dire la défaite déjà incorporée. Pour l'heure certes, le désastre s'accroît et est cyniquement répercuté par ceux qui en sont les auteurs comme une preuve que rien d'autre n'est possible. On peut évacuer un bidonville, non le réel: des migrants continuent d'affluer, des rêves de se formuler, des constructions de s'inventer. Nous continuerons donc de faire mémoire de ceci, puisqu'il s'agit ainsi de préparer les fondations des villes nouvelles à venir.

L.G.: Comment comptez-vous gagner votre «parti de l'hospitalité»?

S.T.: Nous ne gagnerons jamais: tout est à recommencer perpétuellement, par définition, au grès des situations que nous rencontrons. Ce que nous gagnons, à chacun de nos actes, c'est peut-être seulement la mise à distance un peu plus grande de la peur que nous avons sans doute spontanément du monde qui vient. En même temps, nous ne perdrons pas. Année après année, nous constatons l'étendue de nos ressources, accueillons en nombre étudiants, professionnels, chercheurs, artistes convaincus que des possibles sont disponibles, rencontrons des personnes reléguées et néanmoins extraordinaires. Simultanément, nous mesurons la fragilité des positions adverses, leur manque d'imagination. Un exemple édifiant: pour seule réponse à notre travail, la Mairie de Calais a engagé une procédure contre le PEROU pour «plagiat» de son «Calais Mag». Si le procès venait à avoir lieu, peut-être nous contenterons-nous à la barre de citer Guy Debord qui, dans La Société du Spectacle écrit: «Le plagiat est nécessaire. Le progrès l'implique. Il serre de près la phrase d'un auteur, se sert de ses expressions, efface une idée fautive, pour la remplacer par une idée plus juste». Et peut-être gagnerons-nous?

L.G.: Si la marge éclaire la page, qu'est-ce que ces interventions vous disent de la société métropolitaine? A quand le PEROU sur la place centrale d'une ville ou dans un festival?

S.T.: A chaque peuplade son ordre cartographique. Il suffit néanmoins d'un petit déplacement du regard pour voir en Calais la capitale de l'Europe, et en la Jungle la forme la plus aboutie de «Nuit Debout»: c'est nuit debout, jour debout, vie debout. A ce jour, nous décomptons toujours dans ce que nous croyons être le plus grand bidonville de France cinq boîtes de nuit, une quarantaine de restaurants, une trentaine d'épiceries, sept boulangeries, un théâtre, deux centres juridiques, trois écoles, quatre mosquées, deux églises. Tout ceci a été construit sans aucune espèce de permis de construire, à mille mains, suivant le seul plan de la nécessité de construire, d'une souveraineté recouvrée. Voilà qui pourrait nous en apprendre sur l'état de léthargie urbaine qui est la nôtre: quand reprendrons-nous le chantier en ville? Souvenons-nous qu'une ville est, à quelques rares exceptions près, un bidonville qui a réussi. Mesurons combien les dites «villes nouvelles», construites hors-sol il y a quelques années, nous semblent aujourd'hui désuètes. Et soyons convaincus que la place est immense en nos contrées pour la création d'une vie collective: à Calais, malgré le déferlement militaire, les barbelés à n'en plus finir et la fatigue effroyable de migrants sans horizon, une cité provisoire a vu le jour au tournant de ce siècle, qui s'en souviendra.

L.G.: Quelles suites et quels projets?

S.T.: Nous élaborons depuis quelques mois le projet d'une école. C'est une fiction d'école plus précisée, non pas une nouvelle institution, mais une opération cartographique d'abord. Imaginez à l'échelle dudit «Grand Paris», les innombrables laboratoires, groupes pédagogiques, équipes de recherche, artistes, architectes, citoyens, avec lesquels nous partageons bien des affinités. Imaginez leur mobilisation, de concert, sur des situations que nous repérerions à deux pas: bidonvilles, camps, refuges en tout genre. Imaginez leurs travaux de recherche et d'action coordonnés, articulés, ensemencés les uns les autres. Imaginez la création d'actes de ces recherches enfin, publiés à l'adresse de la collectivité comme autant de «guides pratiques d'hospitalité». Ainsi se dessine le programme de cette «Ecole des Situations» qui verra le jour dans les mois à venir, puisqu'il ne peut en être autrement au regard de l'ampleur des crises qui se préparent, et des ressources infinies qui sont les nôtres.

